

débats éco
by upe¹³

AGIR ENSEMBLE POUR LA RELANCE
S'engager dans le débat et agir au travers de propositions issues de l'entreprise. Au cœur d'une agora participative, exprimez votre point de vue, défendez vos idées, faites nous part de vos propositions.
Êtes-vous prêt (e) à rejoindre le débat ?

4 sessions
17 M M A R S E I L L E
22 A U B A G N E
24 R O G N A C
29 A I X - E N - P R O V E N C E

1 forum
1^{er} D E C E M B R E M A R S E I L L E

INSCRIPTIONS SUR WWW.UPE13.COM

SYNTHESE ET PROPOSITIONS

Débats éco by Upe 13 | Agir ensemble pour la relance

- 4 SESSIONS - 1 FORUM
- PLUS DE 400 ENTREPRENEURS
- 52 PROPOSITIONS

S'engager dans le débat et agir au travers de propositions issues de l'entreprise, c'est ce que nous vous avons proposé avec ce cycle de 4 rendez-vous, clôturés par le "Forum Présidentielle" le 1er décembre, en partenariat avec le MEDEF.

« En donnant la parole aux entrepreneurs du territoire à travers ces 5 débats éco, l'Upe 13 assume son rôle de syndicat et de lieu de d'échanges. Lorsqu'on donne la parole aux entrepreneurs, ils la prennent et nous ne sommes pas à l'abri d'une bonne idée ! » Philippe Korcia, président de l'Upe 13.

débats éco •
by UPE¹³
AGIR ENSEMBLE POUR LA RELANCE

4^e session MARSILLE • 17^e session MARSILLE • 22^e session ARLES • 24^e session ROGNAC • 29^e session AVIGNON • 1^{er} forum MARSILLE

17 NOVEMBRE
MARSEILLE 19H30
Espace Pernod Ricard - Docks de la Joliette

« Pour une transformation du monde du travail »

INSCRIPTIONS SUR WWW.UPE13.COM

POUR UNE TRANSFORMATION DU MONDE DU TRAVAIL

Le 17 novembre 2021 à Marseille

Selon une étude de la Banque de France, 48% des entreprises rencontrent des difficultés de recrutement. Dans un contexte économique fragilisé par la crise sanitaire, le taux de chômage des jeunes explose face à une inadéquation entre leurs compétences, leur relation au travail et les clivages traditionnels de l'emploi.

Dans un monde du travail en pleine mutation, les entrepreneurs doivent renouveler leurs approches !

Comment adapter les emplois pour faire face aux transitions qui s'accroissent et garantir aux entreprises les compétences dont elles ont besoin ? Comment développer l'apprentissage et la formation professionnelle, véritables enjeux de cohésion sociale et d'intégration ?

10 PROPOSITIONS

Tout le monde était d'accord sur un point préalable : toutes les filières sont aujourd'hui en tension. Que ce soit le manque de raison d'être, la pénibilité des métiers, le salaire, ou l'évolution des mœurs et des valeurs, les entreprises peinent à recruter et les candidats ne trouvent pas leur compte dans les offres proposées. Exacerbée, ou plutôt accélérée par les deux années de crise covid, la transformation du monde du travail est devenue une urgence absolue pour fidéliser et éviter le syndrome de la chaise vide.

➤ **Comment impulser la transformation du monde du travail ?**

Toutes les ressources de la formation sont orientées vers les salariés. Si nous voulons impulser un changement c'est à la tête des TPE PME qu'il faut le faire. Mieux Informer/former les patrons c'est garantir de transformer plus d'entreprises.

⇒ Une sensibilisation de 24h financée par les taxes prélevées chez les entreprises.

➤ **Comment « inspirer » les élèves actuels pour les orienter vers les métiers en tension ?**

Le marché du travail est déconnecté du système scolaire. Nous devons travailler sur la curiosité des jeunes pour casser les idées reçues et les inciter à investir « les métiers qui n'ont pas la côte »

⇒ Favoriser les temps d'échanges intra et inter-entreprises avec les jeunes des collèges.

⇒ Réserver des temps de découverte des entreprises dans le programme annuel.

⇒ Inciter les profs (tous les profs quelle que soit leur matière) a participer à des tables rondes avec des entrepreneurs.

➤ **Comment rendre plus efficaces les différents acteurs de l'emploi ?**

477 acteurs de l'emploi rien que sur Marseille. Qui paie ? Qui garantie le bon emploi de l'argent public ?

⇒ Arrêtons le saupoudrage et clarifions une bonne fois pour tous les rôles de chacun pour une meilleure efficacité de l'argent public.

➤ **Comment rendre la formation plus efficace dans les TPE PME ?**

⇒ Adapter les plannings de formation aux besoins des entreprises (saisonnalité ...) et pas l'inverse.

⇒ Formation des jeunes au développement personnel, sensibilisation aux enjeux environnementaux et enjeux sociaux d'aujourd'hui et à venir (programme sur 1 an, 1/2 journée par semaine)

⇒ Formation des professeurs de collège et lycée sur l'entrepreneuriat, pour enseigner des modules spécifiques

⇒ Mentoring de jeunes auprès d'entrepreneurs et/ou salariés engagés (dès le lycée)

⇒ Création de projets intergénérationnels dans un lieu dédié et avec tous types de structures (association, entreprises, entrepreneurs, coopératives...)

débats éco •
by Upe¹³
AGIR ENSEMBLE POUR LA RELANCE

4 SEZOURS . 17 MARSEILLE . 22 AUBAGNE . 24 ROGNAC . 29 AIX-EN-PROVENCE | 1 FORUM . 1^{er} MARSEILLE

22 NOVEMBRE
AUBAGNE 18H30
Centre de congrès Agora

« Construire ensemble
la mobilité de demain »

INSCRIPTIONS SUR WWW.UPE13.COM

CONSTRUIRE ENSEMBLE LA MOBILITE DE DEMAIN

22 novembre Aubagne

La mobilité de demain devra s'adapter à l'évolution des usages, aux nouveaux modes de vie et de déplacement. Elle sera intelligente, fluide, responsable, accessible et multimodale. Elle représente un enjeu aussi majeur que la transition écologique.

Pour construire la mobilité de demain, il faut rassembler son écosystème à l'échelle du territoire. Les acteurs du transport et de l'innovation, les autorités publiques, les entrepreneurs, doivent aujourd'hui s'aligner autour de services communs pour construire ensemble une authentique synergie.

Ce sont les expérimentations locales qui permettront de façonner les nouvelles offres au plus proche des besoins des usagers. Une démarche militante et pragmatique pour rassembler et s'ancrer davantage sur son territoire !

8 PROPOSITIONS

La question de la mobilité a fait couler beaucoup d'encre sans pour autant régler le problème d'un coup de baguette magique. Certains dossiers avancent, pas assez vite au goût de l'Upe 13 et la solution n'est sûrement pas dans la recherche d'un remède miracle. C'est la somme de toutes les initiatives qui fera bouger à la baisse notre impact carbone. Que ce soit sur l'axe de la mobilité douce, que les actions soient collectives et menées par les associations locales ou individuelles par la demande persistante des collaborateurs pour des solutions neutres ... les options sont sur la table et si certains entrepreneurs sont moteurs, la grande majorité des propositions s'ancrent dans la prise de conscience de nos collaborateurs et leur insistance à faire avancer les entreprises malgré elles !

La prise de conscience des collaborateurs en fait des prescripteurs voire des influenceurs efficaces en interne.

L'accès à l'information !

La connaissance des informations disponibles est un problème majeur.

Les solutions existent et pourraient être utilisées immédiatement. Le travail de vulgarisation est énorme et une grande part incombe aux entreprises. Il y a 7 TER par heure entre Aubagne et Marseille, il suffit d'en faire la promotion !

➤ ***Comment on garantit l'accès à l'information ?***

La communication via l'entreprise nécessite la présence d'un correspondant mobilité en interne formé et alimenté par les AOT.

- ⇒ A l'image d'un Délégué Syndical, celui-ci pourrait bénéficier d'heures de délégation pour se former, informer et accompagner. Financement via un retour de la Taxe Transport vers l'entreprise.
- ⇒ Créer un maillage des différents correspondants à l'échelle d'un territoire pour améliorer les points noirs.

➤ ***Comment on encourage la population à l'usage de mobilités douces pour le dernier Km ?***

L'utilisation de vélos et autres solutions de mobilité individuelles sont en échec dès qu'il y a une rupture de charge.

- ⇒ Permettre de prendre le train avec son vélo
- ⇒ Accroître les solutions de parking sécurisé pour les vélos et le scooter (Yc électriques avec possibilité de recharge) comme le propose Indigo à Marseille, afin de faciliter et rassurer les usagers des mobilités douces.

Le sur mesure

« Mon problème de mobilité n'est pas le tien ». A chacun sa solution Les audits de mobilités doivent se dérouler dans chaque entreprise car la situation professionnelle de chaque collaborateur est unique.

➤ ***Comment on donne envie et on facilite l'accès au diagnostic dans les entreprises (1er pas vers la transformation) ?***

- ⇒ Chaque entreprise de + 10 sal devrait pouvoir présenter un PDE (Plan de Déplacement Entreprise). Ce diagnostic, qui lui sera utile, devrait être financé par la Taxe Transport => Fiscalité incitative.

L'électrique

Si on veut parler des véhicules électriques dans les entreprises, il faut aussi parler de la puissance disponible, du coût d'installation des bornes, des places réservées, de la compétence à mobiliser pour être en conformité ... La multiplication des bornes ne peut être que publique pour l'instant mais doit être facilitée au sein même de l'entreprise!

➤ ***Comment on encourage l'installation de bornes dans les entreprises ?***

- ⇒ Chaque entreprise de + 10 sal devrait pouvoir financer des bornes électriques à partir de sa Taxe Transport => Fiscalité incitative.
- ⇒ Les entreprises devraient pouvoir distribuer elles même des « Chèques Energie » défiscalisés pour l'utilisation de solutions de transport « vertes » et ainsi distribuer du pouvoir d'achat à leurs collaborateurs tout en les engageant vers un comportement « climato compatible ».

- ⇒ Ce travail pourrait être réalisé dans un plan d'intéressement ou du moins coconstruit avec les collaborateurs sur ce type de plateforme.

Constat

Le constat appuyé sur les témoignages des participants est bien établi cependant la recherche de solutions et de pistes de travail innovantes est bien plus complexe. La période des transformations est toujours dépendante d'une transition culturelle d'abord puis vient la transition organisationnelle. Il faut donc trouver les ressorts de la transition culturelle. Sommes-nous prêts à abandonner notre voiture ? Si oui, à quel prix et pour quelles solutions ?

débats éco •
by UPE¹³
AGIR ENSEMBLE POUR LA RELANCE

4.17 NOVEMBRE MARSEILLE · 22 NOVEMBRE AUBAGNE · 24 NOVEMBRE ROGNAC · 29 NOVEMBRE AIX-EN-PROVENCE | forum 1.1^{er} DECEMBRE MARSEILLE

24 NOVEMBRE
ROGNAC 18H30
Le CAM

« La transition écologique,
une affaire d'entreprises ? »

INSCRIPTIONS SUR WWW.UPE13.COM

LA TRANSITION ECOLOGIQUE, UNE AFFAIRE D'ENTREPRISES ?

24 novembre Rognac

La transition écologique est l'un des principaux enjeux de nos sociétés. Quels rôles ont à jouer les entreprises dans la lutte contre le changement climatique ? Comment peuvent-elles trouver leur place entre réglementation, pérennité et conscience environnementale ?

Comment intégrer les problématiques environnementales dans leur modèle économique ? Comment développer de nouvelles opportunités business ? Comment imaginer des solutions et des actions concrètes ? Quels outils ? Quels coûts ? Quels financements ?

9 PROPOSITIONS

La transition écologique s'impose de plus en plus à nous et n'est plus réservée qu'aux seuls grands groupes du CAC 40. Cette question devient prégnante notamment dans les recrutements de jeunes collaborateurs mais encore plus dans les relations donneurs d'ordres / sous-traitants

Pour Philippe KORCIA, président, de l'Upe 13, « *Il ne faut pas opposer l'écologie et l'économie. Il ne peut y avoir de transition que si l'entreprise génère les profits qui la permettront* ».

La transition est une affaire de petits pas et de posture quotidienne

On voit bien que les grands changements sont liés à l'éducation. Si les ruptures technologiques permettent certaines avancées, les transitions comportementales s'inscrivent elles dans un temps long. Et nous sommes en la matière sur une transition comportementale. La question du tri des déchets est assez révélatrice du temps nécessaire à cette évolution comportementale.

En jouant sur les ruptures mais aussi sur les comportements, les postures, ont fait bouger les lignes.

➤ **Comment faire évoluer les mentalités et les comportements ?**

En premier lieu c'est le patron qu'il faut faire évoluer. 72 % d'entre eux veulent accélérer la transition dans leur entreprise mais seulement 40 % passent à l'acte. « *Aujourd'hui chaque fois qu'on met en place un process on parle de sa consommation énergétique. La réflexion devient un réflexe à tous les stades de l'entreprise !* » Christine Ramombordes, Sarp Industrie

⇒ Il faut donc faciliter ce « coming out » et encourager l'installation de réflexes durables dans l'entreprise Par une **fiscalité incitative** qui réduit les charges pour les entreprises vertueuses et augmentent les charges de celles qui ne le sont pas (permis à point énergétique par exple)

⇒ Par la **formation**

Renforcer et faciliter le financement par les OPCO (organismes de financement de la formation professionnelle) des **programmes de formation à la gestion d'impact des entreprises** :

C'est par la formation des dirigeants d'entreprise et de leurs collaborateurs que :

- Nous donnerons les armes aux dirigeants d'entreprises pour mettre en œuvre et accélérer la transition écologique de leurs entreprises.
- Nous stimulerons la créativité des équipes et l'innovation spontanée indispensable à la transformation écologique des entreprises.

Deux cibles prioritaires : dirigeants d'entreprise (dont TNS) et cadres.

La transition est une affaire de rupture (techno, managériale, énergétique ...)

La durée du changement est proportionnelle à la durée des habitudes. Il paraît donc important de travailler sur le business modèle des entreprises. Inciter les entreprises à questionner leur organisation et leurs pratiques permettra de l'innovation et des avancées certaines. « *L'entreprise doit trouver un angle de son business model dans lequel le bien commun (la planète) est une motivation d'achat* ». Bruno Delahaye.

➤ **Comment provoquer le questionnement de son organisation ?**

⇒ Lancer un **Crédit d'Impôts Recherche « Développement Durable »**, ou réformer le mécanisme actuel avec comme objectifs particuliers de :

⇒ Financer les innovations techniques à impact positif pour l'environnement (Lutte contre le réchauffement climatique mais également préservation de la biodiversité...)

⇒ Financer les démarches d'éco-conception des entreprises en finançant les dépenses (pas forcements innovantes) permettant de verdir leur processus de production.

⇒ Stimuler le déploiement de la mesure d'impact en incluant la notion mesurabilité dans les critères d'accès aux « CIR Développement Durable ».

La transition est une affaire urgente

Le président de BNP Paribas a affirmé que les entreprises sans démarche environnementale n'ont pas d'avenir. Ajoutez à cela le « ruissellement » des grands donneurs d'ordre sur leurs sous-traitants et il devient urgent pour l'ensemble des TPE PME qui ne l'ont pas fait de s'y engouffrer.

Le premier sujet qui doit intéresser les TPME PME concerne le calcul de l'impact carbone, trop souvent négligé car jugé trop « casse-tête ».

➤ **Comment engager toutes les TPE-PME à réaliser un diagnostic carbone ?**

Qu'on le prenne sous l'angle de la formation (cf plus haut) ou celui de l'obligation (« financement vert » des banques ou ruissellement des donneurs d'ordres), l'accès à la transition est toujours vécu comme complexe.

Il faut simultanément le dédramatiser et le rendre accessible.

- ⇒ La généralisation d'un diagnostic carbone (sur le modèle DUERP) constituerait un premier pas vers la transition.
- ⇒ La mise en œuvre d'une fiscalité incitative ouverte à ceux qui ont fait un diagnostic (vs ceux qui ne l'ont pas) est une 1ère approche.
- ⇒ La création d'un écosystème RSE (responsabilité sociale des entreprises) regroupant tous les acteurs de la transition (au modèle de l'organisation French Tech) pour promouvoir et agir en proximité et pour répondre aux attentes des TPE PME.

débats éco •

AGIR ENSEMBLE POUR LA RELANCE by Upe¹³

4 . 17 . 22 . 24 . 29 | 1 . 1^{er}
SESSIONS : MARSAILLE NOVEMBRE AUBAGNE NOVEMBRE ROGNAC NOVEMBRE AIX-EN-PROVENCE NOVEMBRE forum : MARSAILLE DECEMBRE

29 NOVEMBRE

AIX-EN-PROVENCE 18H30

Hôtel Renaissance

« Pour une redistribution équitale de la fiscalité »

INSCRIPTIONS SUR WWW.UPE13.COM

POUR UNE REDISTRIBUTION EQUITALE DE LA FISCALITE

29 novembre Aix en Provence

La fiscalité des entreprises est un enjeu majeur pour la relance puisqu'elle influence la capacité d'investissement des entreprises et par conséquent le niveau de croissance et d'emploi.

Les entreprises françaises sont plus taxées que leurs voisins européens.

Quelles propositions pour une redistribution équitale, un allègement et une simplification de la fiscalité qui pèse sur les entreprises ?

7 PROPOSITIONS

« *I want my money back* » a repris Didier Amphoux Président de l'Upe 13 Aix et maître de cérémonie de cette 4^{ème} soirée « Débats Eco » organisée par l'Upe 13 « Pour une redistribution équitale de la fiscalité ».

En effet, la question des prélèvements obligatoires, qu'on parle de charges patronales ou des différents impôts et taxes payés par l'entreprise, est moins celle de la solidarité patronale face aux dépenses publiques que celle de l'usage qui est fait de la contribution fiscale des entrepreneurs. Payer un impôt fait partie intégrante de l'acte citoyen qui nous lie.

Aujourd'hui, force est de constater que l'entreprise contribue largement au budget de l'état à travers plus de 500 taxes et impôts divers. Dans le département des Bouches- du-Rhône, la contribution fiscale des entreprises au budget frôle les 60%.

La question posée hier soir était donc celle de la baisse de la contribution des entreprises pour retrouver des marges d'investissement et de croissance que ce soit par la poursuite de la baisse des impôts de production mais surtout par un série de sujets évoqués qui pourraient se traduire par les propositions suivantes :

- ⇒ Un besoin évident de **clarté**, à défaut de transparence, sur l'usage des contributions économiques fait par nos collectivités territoriales (Département Métropole Commune ..) grâce à la **mise en place d'un rapport public annuel** « compréhensible » par tous pour comprendre où va notre argent !
- ⇒ Un besoin évident face à la mondialisation **d'équité fiscale** notamment sur la taxe carbone aux frontières nationales ou européennes ? Et plus largement mener une **réflexion pour une fiscalité française compétitive** à l'international !

Ont été abordés plus directement le Versement Transport et la Teom qui ont cristallisé les débats. Pour l'un comme pour l'autre, le gouffre dans lequel ces taxes/impôts sont versés est incompréhensible. La taxe transport a été multipliée par trois en 12 ans sans résoudre le besoin de mobilité de ce territoire. La Teom est toujours perçue alors que depuis janvier 2020 les entreprises ne sont plus collectées par la métropole. Où va l'argent ?

En la matière quelques propositions ont émergées :

- ⇒ Pour la taxe transport, pourquoi ne pas financer **l'exonération totale** du financement par l'employeur **des abonnements de transport** en commun pour les bas salaires (actuellement à 50% et qui permettrait le remboursement à 100 % par l'employeur).
- ⇒ Pourquoi ne pas financer avec la taxe transport une prime mobilité hors charges à destination **des apprentis** dont on sait que le coût des déplacements peut être rédhibitoire lors d'une embauche.
- ⇒ Pour la Teom, certains ont évoqué le retour de cette contribution vers le financement **d'infrastructures dédiées aux déchets d'activité économiques** (Déchèteries pro, microcentrale de méthanisation dans les ZAE, ...).
- ⇒ Le sujet des aides à la transition environnementale pour les entreprises (proche de zéro) a été mis en regard des aides pléthoriques attribuées aux particuliers. Dès lors, la question d'une fiscalité incitative est nécessaire. Elle permettrait soit de financer des **diagnostics « impact carbone »** pour les entreprises et ainsi les faire entrer dans le cercle vertueux ou bien encore **une réduction directe de l'IS** par la mise en œuvre d'une démarche RSE efficace et active.
- ⇒ Enfin, si le coût du travail a été évoqué, la demande de baisse significative des charges patronales pourrait trouver, en contrepartie, l'acceptation d'une hausse d'un point de la TVA !

Là encore toutes les propositions sont bonnes pour autant qu'elles fassent avancer l'efficacité de la fiscalité française. A défaut d'un changement de paradigme fiscal, il faudra bien se concentrer sur tout ou partie d'un ROI (retour sur investissement) de la fiscalité !



FAIRE REUSSIR LA FRANCE - LA PAROLE AUX ENTREPRENEURS

1er décembre Marseille

Après 4 soirées « Débats éco » en territoire qui ont réuni plus de 500 entrepreneurs, le rendez-vous de la synthèse avait lieu à l'auditorium AG2R la Mondiale à Marseille.

Le Forum animé par Fabrice Le Saché, vice-président du Medef et Raphaëlle Duchemin journaliste à BFM, a abordé 3 thématiques (la valeur travail, la croissance pour demain et la revitalisation des territoires) qui ont permis d'explorer certaines pistes et propositions portées par des entrepreneurs convaincus.

« *Nous ne pouvons nous soustraire à l'exercice des propositions du terrain qui permettront au Medef de construire la feuille de route des Présidentielles 2022. C'est la somme de ces expertises de terrain qui fait la richesse de notre mouvement.* » déclare Philippe Korcia, Président de l'Upe 13.

« *Quand on parle d'engagement, il y en a un qui fait le Job !* » a précisé Fabrice Le Saché en mettant en avant Philippe Korcia.

Certaines interventions ont fait l'objet d'une attention particulière

18 PROPOSITIONS

Certaines interventions ont fait l'objet d'une attention particulière

➤ **Florent Bonneau - Directeur Régional Kiloutou**

Kiloutou recrutera 1000 personnes en 2022 mais gère un double problème, celui de l'attractivité du métier et de la fidélisation de nouveaux entrants.

- ⇒ Pour lui, Il faut que la branche professionnelle puisse, avec l'aide de l'état, proposer des formations reconnues et valorisantes qui permettront de fidéliser leurs collaborateurs.
- ⇒ L'approche par l'apprentissage est majeure et durable. Il faut agir encore plus pour favoriser et valoriser cette voie aussi bien en simplifiant le travail de recherche de l'entreprise qu'en facilitant l'accès des apprentis aux entreprises (nombre d'entre eux sont livrés à eux même pour la recherche d'un patron)

➤ **Fabrice Greffet – Directeur des Relations Publiques GROUPE LA VARAPPE**

L'inclusion et la logique du « aller vers ». Le travail d'inclusion par l'emploi des entreprises est de plus en plus important tant sur le sens que sur la richesse de compétences disponibles hors cadre.

- ⇒ Cette démarche d'inclusion doit être soutenue à tous les niveaux parce que l'enjeu sociétal et économique est d'importance pour tous les acteurs économiques et institutionnels. Il faut changer de posture et l'entreprise constitue un partenaire de choix pour ce faire.

➤ **Stéphane VANDAELE - Griin (commerce mobilier jardin)**

Griin est une enseigne spécialisée en aménagement et décoration de jardin (mobilier déco paysagisme) avec des magasins physiques et en ligne ainsi qu'un entrepôt (15 salariés)
Stéphane Vandaele cherche 3 CDI à temps complet depuis 6 mois sans succès malgré les démarches engagées.

- ⇒ « *Si j'étais président, je ferais un big bang de l'emploi et de la formation professionnelle par une organisation horizontale (éducation / travail / économie).* » Stéphane Vandaele

➤ **Jean Michel DIAZ - Président GMIF**

Pour revitaliser/réindustrialiser les territoires et créer de la croissance, il faudrait notamment :

- ⇒ Une réglementation stable dans le temps qui ne change pas en cours de route entre le moment où vous avez décidé votre investissement et le moment où vous démarrez vos installations pour éviter que votre business model « tombe à l'eau ». La stabilité réglementaire et l'idée que seule s'applique la réglementation en vigueur à la date de validation administrative et réglementaire du dossier augmenteraient le niveau de confiance des porteurs de projets pour s'implanter dans nos territoires (pas d'effet rétroactif en cas de changement);
- ⇒ Un coût suffisamment élevé de la tonne de carbone émise pour que les investissements, de la transition énergétique et de la décarbonation, qui sont créateurs d'une nouvelle économie soient rentables. « *Ce que vous investissez d'un côté, vous le récupérez de l'autre en réduisant vos frais par une moindre émission de carbone* » ;
- ⇒ Instaurer une taxe carbone aux frontières pour que nos activités industrielles en France soient compétitives vis-à-vis de pays qui ont une transition écologique plus lente que la nôtre et des coûts de production bien plus faibles.
- ⇒ Disposer sur les plateformes industrielles, dédiées à recevoir des projets exogènes, d'une offre d'accueil « plug and play » pour accélérer la performance d'attractivité territoriale. Il est indispensable que les territoires labélisés « Territoires clefs en main » disposent d'une structure organisatrice de type GIP avec le véhicule financier (abondé par l'Etat, Collectivités, Banques, Fonds privés) pour créer les réseaux d'utilités nécessaires au fonctionnement des installations et à la diminution des coûts d'investissement pour le porteur de projet;
- ⇒ Bénéficier de terrains immédiatement disponibles purgés des contraintes environnementales et de sécurité. C'est un point fondamental dans la prise de décision d'un porteur de projet dont une des priorités est la maîtrise de la date de démarrage de son usine;
- ⇒ Repenser le cadre réglementaire concernant la nécessité de mettre en œuvre des compensations environnementales (zones sèches & humides ...) pour du foncier dit « industriel » au périmètre de plateformes industrielles existantes. En effet, il y a une très grande difficulté voire une impossibilité à mettre en œuvre ces compensations ayant souvent conduit au report voire à l'annulation de projets industriels.
- ⇒ Instaurer un « marketing industriel territorial » car il y a une grande sensibilité de la société civile sur les sujets de la qualité de l'air, des événements inhabituels visuels & sonores, des risques technologiques qui se traduit par une tendance à la baisse de l'acceptabilité des projets industriels (cf SATYS à Marignane).

➤ **Bruno DELAHAYE - Sud plaisance – (Bateaux à moteur)**

La recherche d'une croissance raisonnée est compatible avec la recherche du bien commun (la planète). Cet axe de travail pourrait devenir une des nouvelles motivations d'achat. Pour cela, il faut questionner son Business Model et donc aller chercher l'innovation comme source des transitions (écologique, énergétique, environnementale ...).

- ⇒ Bruno Delahaye a défendu l'idée d'un Crédit Impôt Recherche ouvert aux TPE PME sur un axe Développement Durable
- ⇒ Il a également martelé l'enjeu pour les acteurs du monde économique à mieux évaluer l'activité extra financière des entreprises. Il plaide pour inclure dans la comptabilité des entreprises des informations standardisées et normalisées sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ou le développement durable.

➤ **Henri GRENON - Redman (Promoteur « engagé »)**

Qu'on le prenne sous l'angle de la formation (cf plus haut) ou celui de l'obligation (« Financement vert » des banques et ruissellement des donneurs d'ordres), l'accès à la transition est toujours vécu comme complexe.

Il faut simultanément le dédramatiser et le rendre accessible.

- ⇒ La généralisation d'un diagnostic carbone (sur le modèle DUERP) constituerait un premier pas vers la transition.
- ⇒ La mise en œuvre d'une fiscalité incitative ouverte à ceux qui ont fait un diagnostic (vs ceux qui ne l'ont pas) est une 1ère approche
- ⇒ La création d'un écosystème RSE (responsabilité sociale des entreprises) regroupant tous les acteurs de la transition (au modèle de l'organisation French Tech) pour promouvoir et agir en proximité et pour répondre aux attentes des TPE PME

➤ **Frederic PONS - Hopps Group**

L'innovation est source de croissance et les acteurs économiques eux même peuvent le faire.

- ⇒ Disrupter la recherche d'emploi en changeant la volumétrie et les conditions de la rencontre c'est le pari. Au Stade Orange Vélodrome, 10 000 jeunes des DJ et une centaine d'entreprises, ça enterre les Forum Emploi classiques.
- ⇒ Disrupter la rencontre B to B pour favoriser et accélérer le consommateur local entre donneurs d'ordre et sous-traitants grâce au Sud Business Day en organisant près de 4000 rdv dans la journée.